Liminaire CGT au CSE Siège
22 octobre 2025
Une autre dissolution est possible…

Dissolution !

Voilà le mot qui résonne partout. À la télé, à la radio, dans les couloirs… mais si elle s'est éloignée pour quelques semaines à l'Assemblée Nationale, ce mot reste inscrit noir sur blanc dans un rapport de la Cour des comptes qui nous concerne directement.
Globalement, si nous ne redressons pas nos comptes, nous sommes menacés de dissolution fin 2026. Rien que ça !
Voilà donc le bilan de 10 ans de gouvernance de notre entreprise par madame Ernotte.
Et qui renomme-t-on pour redresser la barre ? La même qui nous a mis dans cette situation…

Donc en mai dernier, « Delphine Ernotte saison 3 » redémarre. En juillet, dans la torpeur générale, elle dénonce nos accords d'entreprise ; et 2 mois plus tard, « surprise ! », la Cour des Comptes publie enfin son rapport : il préconise la dénonciation de nos accords.
La mécanique est en place …

Mais arrêtons-nous sur ce que dit ce rapport …
Une fois mis de côté nos histoires de frais de taxi, de carte Corporate et notre fabuleux château en Dordogne, on peut y lire que « Salto » a été un gouffre financier (ce que l'on savait déjà) et que l'externalisation à tout prix a surtout un prix, et qu'il est très élevé !

Notre présidente a beau affirmer que notre déficit résulte de restrictions budgétaires, ce qui n'est pas faux, difficile néanmoins de se faire passer pour une simple passagère quand on a été durant toutes ces années aux commandes.
On en est donc là : menacés de disparaître tout simplement, à moins que l'on accepte de revoir à la baisse nos salaires, nos congés, nos compétences, nos aspirations professionnelles, nos acquis sociaux, bref toute notre « raison d'être ».
Ça ne vous rappelle rien ?
Et si l'on s'y oppose, cette « dissolution envisageable » sera agitée devant nous pour nous y contraindre.
Chantage ?
C'est de toute façon toujours le même logiciel qu'ils utilisent.

Créer des problèmes pour légitimer leurs solutions.

Voilà comment madame Ernotte et ses complices procèdent depuis toujours et dans tous les secteurs de l'entreprise.
Ils n'écoutent qu'eux-mêmes ou des cabinets d'expertises privés qui leurs vendent à prix d'or ce qu'ils ont envie d'entendre.
Ils sont enfermés dans le cockpit, persuadés d'avoir le bon cap, mais les salariés sont dans la carlingue avec eux et le crash est imminent.

Mais le plus triste dans tout ça, en cas de disparition, peu de Français nous pleureront, et beaucoup applaudiront, car si nos programmes sont appréciés, côté éditorial, ce qui est le plus visible et le plus commenté, c'est une succession de dérives assimilables à une allégeance au pouvoir
La liste ne cesse de s'allonger de jour en jour, on n'arrive plus à suivre !

Entre les documentaires sur la guerre d'Algérie déprogrammés, le désormais célèbre « Gaza Riviera », les 52 minutes de complaisance sur des ex-ministres, la couverture à minima du procès Sarkozy, les éditions des 13h et 20h qui se refilent des « fake news », ça commence à faire beaucoup !

S'ajoute à cela la nomination au 20h d'une journaliste qui sera obligée de se mettre en retrait en cas de scrutin national pour ne pas être soupçonnée de « placement de produits », une nomination présentée comme une révolution industrielle et qui ressemble de plus en plus à un accident industriel !

On ne peut pas parler de réconciliation quand on passe son temps à mépriser une partie des citoyens.
Traiter les électeurs du principal parti de gauche d'antisémites, d'irresponsables ou d'agents du chaos, c'est les insulter.
Et quand on critique une chaîne concurrente en la qualifiant d'extrême droite, tout en recrutant ses journalistes et en achetant de la pub dans un journal du même bord, on manque de cohérence.
En imaginant dans nos éditions un Palais Bourbon circulaire pour renvoyer dos à dos les blocs de gauche et d'extrême droite, on alimente le rejet et la division.
Ce sont 18 millions d'électeurs citoyens qu'on stigmatise, alors qu'ils sont aussi des contribuables.
En agissant ainsi, on les pousse à se radicaliser, ils ne nous écoutent plus et vont s'informer ailleurs. Il ne s'agit pas de leur dire ce qu'ils veulent entendre, il s'agit de les respecter tout simplement.
On est loin de l'esprit de rassemblement que prône Madame Ernotte

Mais pour faire diversion, la présidente a trouvé la solution : « Notre conversation ».
Alors qu'il n'y a plus d'argent, elle en trouve encore pour en distribuer à des cabinets de conseils.
Pourtant, on a déjà un système interne à disposition, gratuit, fiable, démocratique : ça s'appelle « les instances représentatives du personnel ».
Mais bon, c'est *has been*.

Une des premières questions de cette conversation interpelle tout particulièrement :
Comment voyez-vous votre entreprise en 2030 ?
Au train où vont les choses, on serait tenté de répondre :

- Un centre aquatique et de bien-être au sous-sol
- Un Apple Store dans le hall
- Shein et des marques du même standing dans les étages,

Et dans cette salle du conseil, un restaurant panoramique avec une vue imprenable sur la Seine **et sur tout ce qu'on aura perdu !**

Paris, le 22 octobre 2025